

Les cinq nouveaux “ vieux” piliers de la BAD en faveur de l’Afrique

*Le plan de la Banque africaine de développement pour appuyer l’accélération du développement socio-économique de l’Afrique, dénommé “ Top 5” pourrait ne pas conduire à la transformation structurelle de l’économie africaine vu qu’elle ne marque pas une rupture manifeste avec le cadre néolibéral qui a caractérisé les activités de la banque au fil des ans et qui n’a pas contribué grand-chose aux efforts de développement de l’Afrique écrit *Cornelius Adedze.*

L’Afrique connaît sans aucun doute un déficit considérable en matière de développement. En l’absence de ressources suffisantes, il est nécessaire de prioriser certains domaines qui pourraient jouer un rôle de catalyseur pour en créer d’autres en vue d’un développement global. La Banque Africaine de Développement a ainsi signifié son intention de promouvoir 5 domaines prioritaires de développement qu’elle juge susceptibles, s’ils sont bien exploités, d’inverser la situation des économies africaines et d’améliorer la qualité de vie des populations en Afrique.

Quelques mois après avoir pris fonction en tant que nouveau Président de la Banque Africaine de Développement, M. Akinwumi Adesina a annoncé les cinq domaines stratégiques que la Banque abordera sur une période de dix ans et qui sont résumés dans les slogans suivants : « Eclairer l’Afrique et lui fournir de l’énergie », « Nourrir l’Afrique », « Industrialiser l’Afrique », « Intégrer l’Afrique » et « Améliorer la qualité de vie des populations africaines ».

Pour la banque, ces efforts seraient en conformité avec sa mission de promouvoir le développement socio-économique accéléré de l’Afrique.

Cependant, on se demande dans quelle mesure ce nouveau projet contribuera au développement socio-économique d’un continent qui souffre depuis longtemps des effets négatifs du cadre économique néolibéral global qui constitue le fondement des nouveaux projets de la banque ? De plus, l’architecture financière et les régimes commerciaux mondiaux ne semblent pas favorables aux pays en développement surtout ceux de l’Afrique.

Outre le cadre néo-libéral de développement économique bien connu et susceptible de faire dérailler l’objectif des Top 5, aucun lien ne semble exister entre les cinq projets prioritaires. L’approche de la banque qui consiste à déconnecter les différents projets et à les exécuter séparément va à l’encontre de la vision et du programme séculaires d’un développement intégré de l’Afrique. Ainsi, le projet énergétique n’est pas directement lié à l’industrie. De même, le projet agricole n’est pas lié à l’industrialisation puisqu’ils sont des projets qui sont séparément élaborés à l’intention des investisseurs étrangers et non à celle du secteur privé local africain.

Concernant la perception de la banque sur l'intégration, son Président M. Adesina, dans son allocution prononcée à Addis Abeba lors du sommet de l'Union Africaine plus tôt cette année, a déclaré que « la banque va appuyer le développement du secteur privé et du marché financier, l'industrialisation rapide de l'Afrique et l'aider à atteindre le sommet des chaînes de valeur mondiales. » Il a ajouté que, « pour que le secteur privé en Afrique soit compétitif à l'échelle mondiale afin d'engendrer une forte croissance de la capacité productive et stimuler le commerce intra-africain et multilatéral », il faudra, entre autres, assurer « l'approfondissement des marchés financiers ». Il est évident, selon les propos de la banque, que l'intégration consiste à ouvrir le marché africain aux affaires mondiales. Il s'agit d'emmener l'Afrique à intégrer le marché mondial et non à s'assurer que les obstacles aux échanges au sein de l'Afrique soient éliminés afin de faciliter le commerce entre les pays africains.

Dans sa Stratégie d'intégration régionale (SIR) qui, à son avis est conforme à sa Stratégie Décennale (2014-2023), la banque estime que les efforts visant l'intégration et la compétitivité à l'échelle mondiale du continent sont limités entre autres par le déficit infrastructurel.

La banque affirme qu'elle soutient absolument le programme de l'Union Africaine dénommé, « Doper les échanges commerciaux intra-africains (BIAT) », et promet de faire tout son possible pour assurer sa mise en œuvre. Cependant, elle a au même moment promis de soutenir les initiatives mondiales telles que l'Accord sur la Facilitation des échanges de l'OMC adopté à Bali en 2013 et qui vise « l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale ». Cet engagement annulera plus ou moins dans une large mesure tout 'impact' des Top 5 sur le développement de l'Afrique étant donné le risque qu'elle court de devenir un « marché captif » des entreprises multinationales et non des entreprises africaines qui pourraient ne pas être à même de rivaliser avec elles.

Les projets en eux-mêmes démontrent une intention claire de « faire comme d'habitude » en faveur des investisseurs issus des pays développés. D'après la banque, un pilier important dans tous ces efforts est de garantir un ajout de 160 GW d'électricité à la capacité du réseau électrique pour soutenir 130 millions nouveaux raccordements au réseau et 75 millions de raccordements à la production hors réseau dans le cadre du Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique. Le résultat attendu de ce pacte est l'accélération de l'accès universel à l'électricité en Afrique d'ici 2025. Selon la banque, ce programme du secteur énergétique sera soutenu par un Partenariat transformateur sur l'énergie pour l'Afrique – une plateforme coordonnée par la banque pour un partenariat public et privé qui devra œuvrer en vue de trouver mode de « financement innovateur ».

D'après l'Agence internationale de l'énergie, près de deux-tiers des Africains n'ont pas accès à l'électricité. Pour renverser cette tendance, il faudra une dépense publique de 30 milliards de dollars d'ici 2030. La Banque africaine de développement compte toutefois investir 12 milliards de dollars dans le secteur énergétique pendant les cinq prochaines années et mobiliser en sa faveur 40-50 milliards. Elle envisage également de tripler son financement destiné à la lutte contre le changement climatique en Afrique et le porter à 5 milliards de dollars

par an d'ici 2020 pour appuyer les efforts d'adaptation au changement climatique et les mesures d'atténuation de ses effets sur le continent.

Dans le domaine agricole, sous le slogan " Nourrir l'Afrique", la banque estime que l'Afrique, qui détient 65% de toutes les terres arables restantes dans le monde, devrait pouvoir nourrir «9 milliards de personnes d'ici 2050". La banque vise donc à accroître l'appui à la transformation agricole à travers l'Afrique avec un accent particulier sur les agricultrices à travers la mise en place d'un fonds spécial pour soutenir les agricultrices et les entreprises appartenant à des femmes. La relance des économies rurales constitue un autre domaine pour lequel la banque promet un appui sans réserve.

Dans le domaine de l'industrialisation avec le slogan « Industrialiser l'Afrique », la banque reconnaît que l'Afrique doit créer «des moteurs de croissance industrielle qui lui permettront d'instaurer un secteur manufacturier concurrentiel». Elle projette donc de soutenir le développement du secteur privé et du marché financier, l'industrialisation rapide de l'Afrique et d'aider le continent à atteindre le sommet des "« chaînes de valeur mondiales ». Rassembler l'énorme potentiel du marché de l'Afrique à travers la Zone de libre-échange afin d'exploiter les profits du commerce des biens, des services, de l'intégration des marchés financiers et des marchés de la main d'œuvre constitue un domaine à aborder dans le cadre de l'initiative « Intégrer l'Afrique ». A ce niveau, l'accent est mis sur l'investissement dans des infrastructures régionales de haute qualité comme les chemins de fer, les autoroutes transfrontalières, l'inter connectivité des réseaux électriques, l'information et la communication, les transports aérien et maritime entre autres.

Selon la banque, le dernier élément du Top 5 « Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique » va engendrer une accélération des investissements dans l'éducation, la formation professionnelle et le développement des compétences afin de développer la main d'œuvre tournée vers le savoir sur le continent. En outre, des investissements seront fournis pour les services de base tels que l'eau et l'assainissement ainsi que les systèmes de santé publique.

Bien que l'Afrique ait besoin des priorités susmentionnées, le cadre de politique sur lequel elles sont fondées mérite une attention critique. La situation de l'Afrique en matière de développement résulte en partie des politiques mises en œuvre suivant les diktats des institutions comme la Banque Africaine de développement, la Banque mondiale et le FMI qui n'ont pas été favorables aux pays africains. Même lorsque certaines institutions comme la Banque mondiale ont reconnu les lacunes dans leurs politiques, la Banque africaine de développement semble suivre la même voie ancienne en promouvant le secteur privé « étranger » au détriment des secteurs privé et publics locaux.

Le Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique assorti du « Partenariat transformateur sur l'énergie pour l'Afrique » par exemple est censé être un de partenariat public-privé. D'après la banque, cela veut dire garantir un « investissement propice » afin de permettre au secteur privé de maximiser les rendements de ses investissements. Le but ultime de cette stratégie est de favoriser dans le secteur énergétique de l'Afrique des réformes qui permettent de remettre aux mains de l'investisseur privé étranger les services publics à

travers la privatisation. L'initiative du Gouvernement des USA 'Power Africa' est une grande alliée dans cette entreprise étant donné que les sociétés américaines font la queue pour obtenir de contrats juteux du secteur énergétique en Afrique.

Un exemple de « financement innovant » et « d'approfondissement des marchés financiers » que la banque passe sous silence concerne la manière dont le Gouvernement éthiopien finance son Grand barrage de la renaissance grâce à des obligations en monnaie locale. Face à la réticence des bailleurs de fonds traditionnels mondiaux de mobiliser 4,6 milliards d'USD pour la construction d'un de barrage de 6000 MV sur le Nil bleu, le Gouvernement éthiopien s'est tourné vers les sources intérieures et le chantier actuellement en cours du barrage doit s'achever en juillet 2017. Les bénéfices de la vente de l'électricité produite sont estimés à 1 milliard d'USD par an et le pays espère en vendre au Kenya, au Rwanda, à la Tanzanie, à l'Erythrée et au Soudan du Sud entre autres. L'autre bonne nouvelle est que ces recettes ne serviront pas uniquement à payer les obligations, mais aideront également à réduire le déficit commercial de l'Ethiopie.

La réalisation de tels projets grâce au financement conjoint par les pays ne permettra-t-elle pas également d'écarter les requins « affamés » du secteur financier mondial et de développer ainsi les marchés financiers africains ?

Dans le domaine de l'agriculture, à moins que et jusqu'à ce que les pays développés ne cessent de subventionner leur agriculture et d'utiliser toutes sortes de stratégies pour décourager les importations agricoles sur leurs territoires tout en s'assurant au même moment d'exporter leurs productions vers les pays en développement, aucun investissement significatif dans l'agriculture africaine ne rapportera grand-chose. L'Accord de l'OMC sur l'agriculture avec ses différents taxes, quotas, prohibitions, mesures sanitaires et phytosanitaires font partie des instruments qui pourraient entraver le progrès dans l'initiative agricole de la Banque africaine de développement.

Le but de l'initiative « Industrialiser l'Afrique » d'après la banque est de rendre compétitifs les produits manufacturés de l'Afrique sur le marché mondial. Un marché mondial régi par des lois inéquitables, des conditions de concurrence déloyales ne rendront pas les produits manufacturés africains compétitifs. Cette situation pourrait par conséquent fragiliser les efforts de la banque destinés à « industrialiser l'Afrique ». A propos de l'initiative « Intégrer l'Afrique », l'initiative de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) sur laquelle la banque compte s'appuyer est confrontée à des défis. Fragilisée par les Accords de partenariat économique, APE, en cours négociation entre la plupart des pays africains et l'Union européenne ainsi que d'autres accords bilatéraux et multilatéraux, la ZLEC fait face également à de nombreux problèmes liés aux incohérences dans le cadre politique et au niveau des procédures. Ainsi, le recours de la banque à la ZLEC comme moyen pour « intégrer l'Afrique » est problématique ».

La banque mène des consultations avec les organisations de la société civile à travers les différentes régions pour leur sensibiliser sur les Top 5. Si ces consultations ne constituent que des sessions d'information où la banque décide uniquement de mettre les organisations de la société civile devant le fait

accompli et de ne pas chercher à recueillir leur contribution, les Top 5 pourraient se révéler un processus non seulement erroné, mais également un projet qui ne bénéficiera pas du soutien nécessaire à travers le continent. Il est vrai que l'Afrique connaît un grand déficit infrastructurel, mais la solution pourrait ne pas se trouver dans les mêmes cadres économiques et financiers qui sont dans une grande mesure à la base des déficits au départ.

* Cornelius Adedze est rédacteur de la revue African Agenda.